ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 36.443/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 janvier 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme", a donné le 11 février 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Il y a lieu de rappeler que les Secrétaires d'État régionaux bruxellois ne font pas partie du Gouvernement et ne peuvent donc ni proposer ni signer les arrêtés réglementaires - en ce compris les annexes à ces arrêtés -, tels que celui-ci [(1)].

2. La note aux membres du Gouvernement relative au texte en projet précise ce qui suit :

> "L'ordonnance du 18 juillet 2002 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme a modifié les dispositions relatives à l'obtention d'une autorisation «patrimoine» en créant un permis unique urbanisme/patrimoine.
>
> L'arrêté de l'exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992, déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme devait être modifié en conséquence.
>
> Il a été jugé préférable d'abroger cet arrêté du 6 juillet 1992 afin de calquer la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme sur celle du dossier de demande de permis d'urbanisme (arrêté du 17 janvier 2002)."

Dès lors qu'elle se réfère au nouveau régime de "permis unique patrimoine/urbanisme" et à la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme, cette note doit être mise en rapport avec l'arrêté du Gouvernement de la Région de

---

(1) Voy. en ce sens, l'avis 32.452/4, donné le 7 novembre 2001, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, devenu l'arrêté du 17 janvier 2002 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme.

Bruxelles-Capitale du 11 avril 2003 visant à la mise en oeuvre d'un permis unique en matière d'urbanisme [(2)].

En exécution des dispositions législatives organisant le nouveau régime de permis unique urbanisme/patrimoine, cet arrêté a modifié l'arrêté du 17 janvier 2002 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme. Il y a lieu notamment d'insérer un chapitre IX*bis*, relatif aux demandes de permis d'urbanisme relatives à un bien ou un site inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement, qui énumère l'ensemble des informations et documents complémentaires spécifiques à joindre au dossier de demande de permis d'urbanisme portant sur un tel bien ou un tel site.

Compte tenu du nouveau chapitre IX*bis* ainsi inséré dans l'arrêté du 17 janvier 2002, et de la note au Gouvernement précitée, l'arrêté en projet apparaît paradoxal dans la mesure où il ne comporte pas de dispositif spécifique aux biens inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés, ou en cours d'inscription ou de classement, dispositif qui ferait écho, en ce qui concerne le certificat d'urbanisme, au nouveau chapitre IX*bis* de l'arrêté du 17 janvier 2002.

Interrogée à ce propos, la déléguée du gouvernement a exposé que la note au Gouvernement est entachée d'une erreur matérielle en tant qu'elle se réfère au nouveau régime de permis unique.

Ainsi, l'intention serait de ne calquer la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme sur celle du dossier de demande de permis d'urbanisme, que pour ce qui concerne les chapitres II à IX de l'arrêté du 17 janvier 2002 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme, et non en ce qui concerne le chapitre IX*bis* de ce même arrêté, spécifique au "permis unique urbanisme/patrimoine".

Selon la déléguée du gouvernement, la raison en serait l'impossibilité technique, pour les demandeurs de certificats d'urbanisme, de joindre dès la demande de certificat, des documents et informations (telles celles concernant les matériaux ou, par

---

(2) Moniteur belge du 26 mai 2003.

exemple, les tons des peintures utilisées) identiques ou similaires à ceux exigés lors du dépôt de la demande de permis d'urbanisme.

Compte tenu de l'explication ainsi communiquée, il y a lieu de rappeler le lien étroit qui existe entre les certificats et les permis d'urbanisme.

Ainsi, d'une part, selon l'article 161 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme,

> "Sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé si une demande de permis était introduite, le certificat d'urbanisme indique dans quelle mesure la destination envisagée pour le bien et les actes et travaux prévus sur celui-ci sont susceptibles d'être agréés".

D'autre part, l'article 163, alinéa 1er, de la même ordonnance prévoit que

> "Lorsque la demande de certificat d'urbanisme a été soumise à des mesures particulières de publicité, la demande de permis en est dispensée, à condition que des motifs nouveaux qui justifieraient de telles mesures ne soient pas apparus. Toutefois, l'avis de la commission de concertation reste requis si une disposition réglementaire comprise dans un plan, un programme d'action prioritaire, ou un règlement d'urbanisme le prévoit" (3).

Compte tenu de la mise en place du nouveau régime de "permis unique urbanisme/patrimoine" et des liens établis par l'ordonnance précitée du 29 août 1991 entre les certificats et les permis d'urbanisme, la section de législation se demande si l'arrêté en projet, en tant qu'il ne comporte aucune exigence spécifique aux biens inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés, ou en cours d'inscription ou de classement, qui ferait écho au nouveau chapitre IX*bis* de l'arrêté précité du 17 janvier 2002, n'est pas de nature à porter

---

(3) Sur le lien entre certificat d'urbanisme et permis d'urbanisme et les relations à établir entre les dossiers de demande de certificat et de permis, voy. l'avis 21.638/9, donné le 23 juin 1992, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme", devenu l'arrêté du 6 juillet 1992.

atteinte à l'économie même d'une part, du régime de permis unique, et d'autre part, du certificat d'urbanisme [4].

À cet égard, il appartient à l'auteur du projet d'examiner la possibilité de mettre en place un système dans lequel le dossier de demande de certificat d'urbanisme comporterait à tout le moins des informations minimales au regard de la protection du patrimoine, informations dont l'ampleur et le degré de précision ne devraient toutefois pas atteindre ceux des informations requises par le chapitre IX*bis* de l'arrêté du 17 janvier 2002.

Observation particulière

Article 7

Il résulte du 3° que, lorsque la demande de certificat est introduite par une personne qui n'a, ni la qualité de propriétaire du bien, ni celle de titulaire d'un droit réel ou personnel permettant d'exécuter les actes ou les travaux envisagés, l'intéressé est tenu d'adresser au propriétaire un avis, dont le modèle figure à l'annexe II, l'informant de son intention [5].

Si le propriétaire marque son accord sur les actes ou les travaux envisagés, cet accord est donné dans la rubrique du formulaire de demande de permis qui est prévue à cette fin .

---

(4) Sur la nécessité de modifier l'arrêté du 6 juillet 1992 déterminant la composition du dossier de demande de certificat d'urbanisme, en suite des modifications apportées à l'arrêté du 17 janvier 2002 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme, par l'arrêté, alors en projet, devenu l'arrêté du 11 avril 2003 visant à la mise en oeuvre d'un permis unique en matière d'urbanisme et de patrimoine, voy. l'avis 34.531/4, donné le 10 mars 2003, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet devenu l'arrêté du 11 avril 2003 précité.

(5) Selon le texte de l'arrêté en projet, l'avis informe le propriétaire du fait que la demande de permis a été introduite. En réalité, comme l'a confirmé la déléguée du gouvernement, l'avis est adressé au propriétaire avant l'introduction de la demande de permis et peut donc seulement faire état de l'intention de l'intéressé d'introduire cette demande.

Dans le cas contraire, le dossier de demande de certificat doit être accompagné d'une copie de l'avis adressé au propriétaire ainsi que du récépissé de l'envoi de cet avis.

Dans l'avis qu'elle a donné sur le projet devenu l'arrêté du 13 mai 1993 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale déterminant la composition du dossier des demandes de permis de lotir et de certificat d'urbanisme en vue de lotir [(6)], la section de législation du Conseil d'État a critiqué une pareille mesure :

> "(...) imposer au demandeur une telle obligation n'entre pas dans l'habilitation accordée à l'Exécutif pour déterminer «les conditions requises pour qu'un dossier de demande de permis soit considéré comme complet», conformément à l'article 108 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme.
>
> Au demeurant, cette obligation imposée au demandeur d'un permis de lotir n'est pas justifiée au regard des finalités du droit de l'urbanisme qui ne tient pas compte, en effet, de la qualité du demandeur".

Mutatis mutandis, cette observation peut aussi être faite à propos du texte à l'examen [(7)]. Celui-ci sera revu en conséquence.

La même observation vaut pour les articles 9, 2°, 11, 3°, 13, 3°, 15, 3°, 18, 2°, 24, 3°, 27, 3° et 32, 4°, du projet [(8)].

---

(6) Avis 22.198/9, donné le 29 mars 1993.

(7) L'article 157 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme habilite seulement le Gouvernement à "détermine(r) la composition de la demande ainsi que la forme des décisions en matière de certificat d'urbanisme".

(8) Pour une observation similaire, voy. l'avis 32.452/4 déjà cité.

La chambre était composée de

Madame	M.-L.	WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P.	LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P.	VANDERNOOT,	
Madame	C.	GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.443/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 januari 2004 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundig attest", heeft op 11 februari 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Er zij op gewezen dat de staatssecretarissen van het Brussels Gewest geen deel uitmaken van de Regering en verordeningsbesluiten zoals dit - met inbegrip van de bijlagen bij deze besluiten - dus niet mogen voorstellen, noch ondertekenen [(1)].

2. In de nota aan de leden van de Regering betreffende de ontworpen tekst staat het volgende :

> "De ordonnantie van 18 juli 2002 houdende wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw heeft de bepalingen inzake het verkrijgen van een «erfgoed» toelating gewijzigd door een unieke vergunning stedenbouw/erfgoed in het leven te roepen.
>
> Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundig attest moest dienovereenkomstig herzien worden.
>
> Er werd de voorkeur gegeven dit besluit van 6 juli 1992 op te heffen om samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundig attest op dezelfde wijze te laten verlopen als voor die van het dossier van de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning (besluit van 17 januari 2002)."

---

(1) Zie in deze zin advies 32.452/4, gegeven op 7 november 2001, door de afdeling Wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat het besluit van 17 januari 2002 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning geworden is.

Aangezien in deze nota wordt verwezen naar de nieuwe regeling inzake een "unieke vergunning stedenbouw/erfgoed" en naar de samenstelling van het dossier van de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning, dient ze in verband te worden gebracht met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 april 2003 ter aanwending van een unieke vergunning inzake stedenbouw en erfgoed [(2)].

Ter uitvoering van de wetgevende bepalingen tot invoering van de nieuwe regeling betreffende een enige vergunning inzake stedenbouw en erfgoed, heeft het laatstgenoemde besluit het besluit van 17 januari 2002 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning gewijzigd. Er dient meer bepaald een hoofdstuk IX*bis* te worden ingevoegd, dat betrekking heeft op de aanvragen om vergunningen betreffende een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed of landschap of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is, waarin alle aanvullende specifieke inlichtingen en documenten worden opgesomd die moeten worden gevoegd bij het dossier van de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning die betrekking heeft op een dergelijk goed of landschap.

Gelet op het nieuwe hoofdstuk IXbis dat aldus in het besluit van 17 januari 2002 zou worden ingevoegd en op de voormelde nota aan de Regering, lijkt het ontworpen besluit paradoxaal in zoverre het geen specifieke regeling bevat voor een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is. Met deze regeling zou worden ingespeeld op het nieuwe hoofdstuk IX*bis* van het besluit van 17 januari 2002, wat het stedenbouwkundig attest betreft.

Op een vraag daaromtrent heeft de gemachtigde van de Regering uitgelegd dat de nota aan de Regering een verschrijving bevat in die zin dat daarin wordt verwezen naar de nieuwe regeling van enige vergunning.

Zo zou het de bedoeling zijn de samenstelling van het dossier van de aanvraag om een stedenbouwkundig attest alleen af te stemmen op de samenstelling van het dossier van de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning voor de hoofdstukken II tot IX van het besluit van 17 januari 2002 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning

---

(2) Belgisch Staatsblad van 26 mei 2003.

en niet voor hoofdstuk IX*bis* van dit zelfde besluit, dat specifiek handelt over de "unieke vergunning stedenbouw/erfgoed".

Volgens de gemachtigde van de Regering zou de reden hiervan zijn de technische onmogelijkheid voor de aanvragers van stedenbouwkundige attesten om bij de aanvraag van het attest dezelfde of gelijkaardige documenten en inlichtingen te voegen als die welke geëist worden bij de indiening van de aanvraag om een stedenbouwkundige vergunning (zoals informatie betreffende de materialen of, bijvoorbeeld, betreffende de kleurschakeringen van de gebruikte verven).

Gelet op de aldus gegeven uitleg dient te worden herinnerd aan het nauwe verband dat bestaat tussen de stedenbouwkundige attesten en de stedenbouwkundige vergunningen.

Zo bepaalt artikel 161 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw enerzijds :

> "Onder voorbehoud van de resultaten van de grondige behandeling die zou plaatsvinden indien een vergunningsaanvraag zou worden ingediend, duidt het stedenbouwkundig attest aan in welke mate de voorgenomen bestemming voor het goed en de handelingen en werken die erop zouden worden uitgevoerd, kunnen worden aanvaard."

Artikel 163, eerste lid, van dezelfde ordonnantie bepaalt anderzijds :

> "Wanneer de aanvraag om een stedebouwkundig attest aan speciale regelen van openbaarmaking is onderworpen, is de vergunningsaanvraag daarvan vrijgesteld, op voorwaarde dat er geen nieuwe redenen die dergelijke maatregelen zouden rechtvaardigen, zijn ontstaan. Het advies van de overlegcommissie blijft evenwel vereist indien dat wordt voorgeschreven door een in een plan, in een prioritair actieprogramma of in een stedenbouwkundige verordening opgenomen bepaling" [(3)].

Gelet op de invoering van de nieuwe regeling inzake een "unieke vergunning stedenbouw/erfgoed" en op het verband dat met de voormelde ordonnantie van 29 augustus 1991 wordt gelegd tussen stedenbouwkundige attesten en stedenbouwkundige

---

(3) Over de samenhang tussen een stedenbouwkundig attest en een stedenbouwkundige vergunning en het verband dat dient te worden gelegd tussen de dossiers van de aanvragen om een stedenbouwkundig attest en de dossiers van de aanvragen om een stedenbouwkundige vergunning zie advies 21.638/9, gegeven op 23 juni 1992 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest", dat het besluit van 6 juli 1992 geworden is.

vergunningen, vraagt de afdeling Wetgeving zich af of het ontworpen besluit, in zoverre het geen enkel specifiek voorschrift bevat betreffende een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven goed of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is, waarbij zou worden ingespeeld op het nieuwe hoofdstuk IX*bis* van het voormelde besluit van 17 januari 2002, niet van die aard is dat ermee afbreuk wordt gedaan aan de strekking zelf van de regeling van enige vergunning, enerzijds, en van het stedenbouwkundig attest, anderzijds [(4)].

In dit verband dient de steller van het ontwerp de mogelijkheid te onderzoeken om een regeling in te voeren waarin het dossier van de aanvraag om een stedenbouwkundig attest uit het oogpunt van de bescherming van het erfgoed op zijn minst een minimum aantal inlichtingen zou bevatten, waarvan de omvang en de graad van nauwkeurigheid evenwel geen afbreuk zouden mogen doen aan de omvang en de graad van nauwkeurigheid van de inlichtingen voorgeschreven bij hoofdstuk IX*bis* van het besluit van 17 januari 2002.

Bijzondere opmerking

Artikel 7

Uit onderdeel 3° blijkt dat, wanneer de aanvraag om een attest wordt ingediend door een persoon die noch eigenaar van het goed is, noch een zakelijk of persoonlijk recht bezit op grond waarvan hij de geplande handelingen of werken kan laten uitvoeren, de betrokkene ertoe gehouden is aan de eigenaar een bericht te sturen, waarvan

(4) Over de noodzaak om het besluit van 6 juli 1992 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag om stedenbouwkundig attest te wijzigen ten gevolge van de wijzigingen die aangebracht zijn in het besluit van 17 januari 2002 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning door het besluit, dat toen nog een ontwerp was, dat het besluit van 11 april 2003 ter aanwending van een unieke vergunning inzake stedenbouw en erfgoed geworden is, zie advies 34.531/4, gegeven op 10 maart 2003 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, over een ontwerp dat het voormelde besluit van 11 april 2003 geworden is.

het model in bijlage II is opgenomen, waarin hij hem op de hoogte brengt van zijn voornemen [5].

Indien de eigenaar zijn instemming betuigt met de geplande handelingen of werken, wordt die instemming betuigd in de daartoe bestemde rubriek van het formulier waarmee het attest wordt aangevraagd.

In het andere geval moet het dossier van de aanvraag om een attest een afschrift bevatten van het bericht dat aan de eigenaar is gestuurd, alsmede van het bewijs van verzending van dat bericht.

In het advies dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft uitgebracht over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 13 mei 1993 tot vaststelling van de samenstelling van het dossier van aanvragen om verkavelingsvergunning en om stedenbouwkundig attest met het oog op verkaveling [6], heeft deze afdeling kritiek geleverd op zulk een maatregel :

> "(...) De Executieve heeft echter geen machtiging ontvangen om de aanvrager een zodanige verplichting op te leggen teneinde te bepalen "aan welke voorwaarden een dossier van een vergunningsaanvraag moet voldoen om als volledig te worden beschouwd", overeenkomstig artikel 108 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw.
>
> Voorts is die verplichting, opgelegd aan de aanvrager van een verkavelingsvergunning, niet gerechtvaardigd uit het oogpunt van de doelstelling van het recht inzake stedenbouw, dat immers geen rekening houdt met de hoedanigheid van de aanvrager".

---

(5) Volgens de tekst van het ontworpen besluit, brengt het bericht de eigenaar ervan op de hoogte dat de aanvraag is ingediend. Zoals de gemachtigde van de Regering heeft bevestigd, wordt het bericht in werkelijkheid aan de eigenaar toegezonden vóór de indiening van de aanvraag en kan daarin dus alleen gewag worden gemaakt van het voornemen van de betrokkene om die aanvraag in te dienen.

(6) Advies 22.198/9, gegeven op 29 maart 1993.

Mutatis mutandis kan deze opmerking eveneens worden gemaakt in verband met de voorliggende tekst [7]. Deze tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, 2°, 11, 3°, 13, 3°, 15, 3°, 18, 2°, 24, 3°, 27, 3°, en 32, 4°, van het ontwerp [8].

---

[7] Artikel 157 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en stedenbouw machtigt de Regering er alleen toe "de samenstelling van het aanvraagdossier en de vorm van de beslissingen inzake het stedebouwkundig attest vast (te stellen).".

[8] Voor een gelijkaardige opmerking zie het reeds genoemde advies 34.452/4.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L.	WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
	P.	VANDERNOOT,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS